

Est-ce la peine d'ajouter que de ce que chaque parti exprime à un moment donné de son existence une étape nécessaire de ce développement du prolétariat il ne résulte nullement qu'on a à soutenir toujours le parti « ouvrier » le plus fort dans le pays où l'on se trouve ? Seule une âme de valet ou de parlementaire pourrait tirer une conclusion pareille.

Avant de terminer, donnons encore une fois la parole à Sartre : Tout cela est arbitraire, dit-il ; c'est votre interprétation, votre opinion ; et si vous trouvez un sens dans l'histoire du prolétariat, c'est parce que vous avez commencé par décider qu'il en avait un. Vous reconstruisez l'histoire du prolétariat comme une dialectique, et vous oubliez que la vérité d'un mouvement dialectique se prouve soit parce qu'on est dans la praxis, soit parce qu'on se trouve placé à la fin de l'histoire.

Tout cela est en effet notre opinion ; qu'y a-t-il jamais d'autre ? Le fait qu'elle n'est pas arbitraire résulte de ce qu'elle est l'une des deux opinions possibles. L'autre — la vôtre et celle de Camus, celle de Malenkov et de Mac Carthy — consiste à ne pas trouver de sens dans l'histoire du prolétariat, parce que vous avez commencé par décider qu'il ne pouvait pas y en avoir un. Nous reconstruisons l'histoire du mouvement ouvrier comme une dialectique, parce que c'est la seule manière d'y comprendre quelque chose et d'en faire quelque chose. Et votre dilemme sur la praxis et la fin de l'histoire prouve encore une fois que vous ne savez pas ce dont vous parlez. Car être dans la praxis signifie précisément poser la fin de l'histoire — de cette histoire-là — comme projet d'action et, d'un sens possible contenu dans le présent soutenir une perspective pratique qui éclaire ce sens en retour.

Au demeurant, ce n'est pas avec Sartre, mais de Sartre qu'on peut désormais discuter (1).

Pierre CHAULIEU.

(1) Désormais : car voici ce que Sartre écrivait il y a quelques années : « ... ce n'est pas notre faute si le P.C. n'est plus un parti révolutionnaire. Il est vrai qu'on ne peut guère, aujourd'hui et en France, atteindre les classes travailleuses si ce n'est à travers lui ; mais c'est seulement par dissipation d'esprit qu'on assimilerait leur cause à la sienne. » Et encore : « Le nazisme était une mystification ; le gaullisme en est une autre, le catholicisme une troisième ; il est hors de doute, à présent, que le communisme français en est une quatrième. » (Qu'est-ce que la littérature ? « Les Temps Modernes », juillet 1947, p. 93 et 107.)

Les thèses du P. C. I. d'Italie

(Tendance du Congrès)

Conformément aux décisions prises au sujet de la discussion et des échanges internationaux avec les groupes marxistes des autres pays (1), nous publions la traduction des thèses approuvées par le Congrès du P.C.I. d'Italie en 1952.

Certains passages de ce document constituent en fait une réponse aux positions de la tendance bordiguiste avec laquelle ces camarades ont rompu.

Nous avons publié dans notre dernier numéro, sous le titre « La crise du bordiguisme », un article dont la lecture permet de mieux comprendre le texte que nous reproduisons aujourd'hui.

PROBLEMES GENERAUX

1. — Le contraste entre les forces productives et les rapports de production, qui caractérise le capitalisme et dont le prolétariat exprime l'antithèse historique, engendre la lutte des classes. Celle-ci n'est pas un épisode de telle ou telle phase du développement capitaliste, mais une réalité permanente qui appartient à la nature même de ce régime de production. Elle apparaîtra avec plus ou moins d'importance et d'intensité sur le terrain politique suivant les fluctuations de sa puissance et disparaîtra le jour où l'avènement révolutionnaire du prolétariat donnera naissance à la production et la distribution socialistes — qui coïncideront avec la destruction révolutionnaire de tous les organes et formes du pouvoir bourgeois.

2. — Le parti de classe est l'organe spécifique, permanent et irremplaçable, de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

3. — Le Parti Communiste Internationaliste est l'organe politique de la classe ouvrière et l'instrument, dont le rôle n'est ni épisodique ni provisoire, de son émancipation.

Dans aucune phase de son histoire la classe prolétarienne ne peut exister sans la présence vivante et agissante de son Parti, de même le parti révolutionnaire n'est rien s'il n'enfonce pas ses racines au plus profond de la classe, s'il se trouve détaché de sa vie quotidienne, de ses luttes et de ses exigences, contingentes ou fondamentales, que la contre-révolution victorieuse pourra rebaisser et faire taire provisoirement mais ne pourra jamais détruire historiquement.

4. — Le Parti regroupe la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat et tend à unifier les efforts des masses travailleuses, en montrant que les mouvements partiels et contingents ne peuvent triompher s'ils ne se relient pas aux luttes pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a aussi la tâche de réveiller la conscience révolutionnaire dans les masses ; de les arracher à l'influence réactionnaire et mystificatrice des écoles et tendances national-communiste, national-socialiste et social-démocrate ; de préparer les armes de la théorie révolutionnaire et les moyens matériels d'action afin de diriger, au cours de la lutte, le prolétariat vers ses objectifs finaux.

5. — Il faut rejeter la conception selon laquelle dans la phase de la contre-révolution (aucune école du marxisme révolutionnaire n'a pourtant jamais essayé de démontrer quand et comment l'exercice du pouvoir bourgeois cesse d'être contre-révolutionnaire !) le Parti devrait se limiter à une politique tranquille de prosélytisme et de propagande et s'orienter vers l'étude des problèmes soi-disant fondamentaux en transformant ainsi ses tâches en tâches de fraction sinon de secte ; cette conception est anti-dialectique et implique la liquidation de l'organe de la lutte révolutionnaire.

6. — Les guerres mondiales, issues des contradictions internes et toujours plus graves du système capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne, ont provoqué la désagrégation du capitalisme (quelle que soit sa forme de domination) ; dans cette phase la lutte des classes devra se

(1) Voir n° 11 : « Résolution sur les rapports internationaux ».

résoudre en un conflit armé, avec l'insurrection des masses exploitées contre le pouvoir des États bourgeois dans leurs diverses phases de développement, des États-Unis d'Amérique à la Russie soviétique et aux nouvelles États de démocratie populaire.

13. — Dans le cadre du programme révolutionnaire, l'analyse objective de la situation permet de considérer comme acquise, au détriment de la lutte prolétarienne, la disparition du premier État prolétarien, qui est entré de nouveau dans l'engrenage du capitalisme mondial.

La deuxième guerre impérialiste a donc vu s'intégrer aux intérêts généraux de la bourgeoisie l'État russe, qui avait été la première manifestation révolutionnaire et consécutive de la classe ouvrière (1917).

Dans l'intérêt suprême de la révolution future, le Parti Communiste Internationaliste a le devoir de soumettre au feu de la critique marxiste, sans défiance idéologique et sans faiblesse politique, les causes et les effets de ce processus de dégénérescence du premier État prolétarien.

14. — Les conceptions de « socialisme national », de « démocratie nouvelle » ou de « libération des peuples opprimés » sont opposées au marxisme et doivent être rejetées comme faisant partie de l'idéologie et de la tactique des forces conservatrices.

L'« anti-socialisme » a été le plus récent mensonge idéologique et politique derrière lequel le capitalisme a joué la carte de sa propre conservation de classe pendant la définitivement close la période des mouvements nationaux.

15. — Le Parti estime également valable pour les pays coloniaux possédant une structure économique essentiellement pré-capitaliste, dans lesquels le capitalisme indigène s'enchevêtre avec celui de la nation colonisatrice par des liens étroits de même nature de classe afin de réaliser conjointement la domination sur le prolétariat « colonisé ».

Il n'existe aujourd'hui en Occident et en Orient, y compris l'Asie, aucun pays, aussi arriéré soit-il, où le prolétariat ressent davantage le problème de l'indépendance nationale que celui de sa libération de la double exploitation capitaliste.

Dans la période comprise entre la deuxième et la troisième guerre mondiale, c'est-à-dire dans la période la plus vaste et la plus dure de la domination de l'impérialisme sur le monde, lutter solidairement avec les forces des mouvements de libération nationale, quelles qu'elles soient, signifie placer le parti sur le terrain de la politique de l'ennemi de classe, signifie agir sur le terrain bourgeois vers lequel tout mouvement national devra nécessairement se diriger.

En conséquence, le Parti rejette les alliances révolutionnaires avec les bourgeoisies d'Occident ou d'Orient (y compris l'Asie) et la participation aux guerres de formation nationale ; il rejette également la fausse conception dialectique selon laquelle le Parti devrait lutter pour la victoire des révolutions bourgeoises sur le régime féodal afin de favoriser l'avènement de la révolution capitaliste. Il estime que dans tous les cas cela signifierait lutter pour le triomphe d'un impérialisme sur un autre impérialisme.

16. — Dans le cadre du développement de la contre-révolution, les partis « communistes » nationaux, désormais complètement dégénérés et transformés en instruments aveugles de la politique impérialiste de l'État russe, ont abandonné toute méthode de lutte de classe en optant le drapeau mensonger de l'antifascisme, comme si le plus grand ennemi à combattre n'était plus le capitalisme mais seulement une de ses expressions : le fascisme.

Cette expérience a démontré qu'agir en dehors de la conception dialectique du marxisme revient à se situer au sein de l'histoire bourgeoise, c'est-à-dire à combattre les effets et non les causes du marxisme capitaliste.

Le Parti Communiste Internationaliste qui, tour à tour, a pris ouvertement position contre la série multicolore des « nouveaux » schémas — « participation », « mouvement de libération nationale », « collaboration au gouvernement et aux « nouvelles constitutions », « campagnes pour la paix », etc. — a toujours énergiquement pour débarrasser le terrain ouvrier de ces fausses conceptions, afin de restituer les conditions historiques réelles de l'opposition bourgeoisie-prolétariat et d'établir un nouveau rapport de force.

17. — Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en phases dominantes que par la destruction (et non par la conquête) de l'appareil étatique bourgeois et par l'instauration de sa propre dictature de classe.

La fermeté de la représentation politique dans l'État prolétarien sera fondée sur les orientations de masses qui auront surgi pendant la période révolutionnaire, dont il sera l'expression ; la classe bourgeoise sera écartée de tout droit politique.

18. — L'État de la dictature du prolétariat issu d'un mouvement révolutionnaire victorieux, est une réalisation du prolétariat international et dépasse les limites de son expérience nationale comme premier épisode de

la révolution prolétarienne dans le monde.

19. — La défense des conquêtes révolutionnaires et des organes de pouvoir du prolétariat qui, pour des causes historiques, resteront isolés dans l'attente d'un développement ultérieur de la situation internationale, devra être confiée aux ouvriers armés sur la base insurrectionnelle et jamais sur la base d'une armée permanente.

20. — La réponse essentielle et immédiate que le prolétariat doit apporter au problème de l'organisation de l'État de sa propre dictature, est celle de « débrayer aussitôt » la vieille machine administrative pour commencer immédiatement à en construire une nouvelle qui rende impossible l'élargissement et le renforcement de toute bureaucratie et permette au contraire de la supprimer graduellement.

L'État prolétarien a, pour normes, d'assurer : l'éligibilité absolue de toutes les charges, la révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans aucune exception et la réduction de leurs rémunérations au niveau du « salaire moyen d'un ouvrier ».

21. — Seul l'État prolétarien, maintenu sur le chemin de la continuité révolutionnaire par les cadres du Parti, qui ne devront en aucun cas se confondre avec lui ou s'y intégrer, pourra systématiquement appliquer les mesures successives d'intervention dans les rapports économiques et sociaux, grâce auxquelles on remplacera le système capitaliste par la gestion socialiste de la production et de la distribution.

22. — Par suite de cette transformation économique et des changements qui en découleront dans toutes les activités de l'État politique disparaîtront d'abord la division en classes, la nécessité de réduire graduellement à celui également peu à peu et son mécanisme se réduira finalement à celui d'une administration rationnelle des activités humaines.

DOCTRINE

Il est nécessaire pour le Parti révolutionnaire de mettre au point certains aspects de la doctrine marxiste, instrument d'orientation et de direction de l'action révolutionnaire, dont les diverses interprétations ont provoqué et provoquent de graves dissensions internes et la division des forces de l'avant-garde révolutionnaire.

A l'acceptation formelle et parfois mystique du matérialisme historique, des œuvres de Lénine, etc., nous entendons opposer le Capital de Marx, Engels et Lénine, le Parti pense que dans l'interprétation et critique de l'économie capitaliste au cours de toute son existence, et en particulier comme conception complète du monde et de l'histoire humaine, avec Marx, Engels et Lénine, le Parti pense que dans l'histoire rien n'arrive automatiquement, indépendamment de l'initiative humaine : « Ce sont donc les hommes qui font eux-mêmes leur histoire sans une ambiance donnée qui les conditionne et sur la base de certains rapports réels, permet lesquels les rapports économiques sont décelés ».

La compréhension de cette action rétrograde, surtout le rôle du prolétariat, qui est l'histoire de la lutte incessante entre les classes dans la succession ininterrompue de hauts et de bas des situations objectives. Erreur de l'interprétation est de penser le cours de l'histoire dans sa réalité présente, nier la présupposition de la continuité de la classe révolutionnaire, l'indivisibilité de son parti politique, signifie en définitive nier la présupposition de la révolution prolétarienne elle-même.

Il faut donc repousser toutes les formulations, anciennes ou nouvelles, qui se placent en dehors de ce moyen central du marxisme — les interprétations idéalistes (« ordonnancement », « schématisation », etc.) ou le dogmatisme décadent, etc.) — et qui finissent par aboutir à la traditionnelle pensée réactionnaire de la bourgeoisie et à l'indivisible arrêt de l'élaboration de la théorie révolutionnaire.

NATURE ET FONCTION DU PARTI

Il n'existe pas de possibilité d'émancipation prolétarienne ni de construction d'une nouvelle organisation sociale et elle ne naît pas de la lutte de classe ; comme du reste il n'existe aucune lutte de classe qui ne soit pas en même temps une lutte politique.

L'instrument de cette lutte est le parti politique de classe qui, à partir des luttes contingentes, partent, par l'insurrection révolutionnaire, à la destruction de l'État capitaliste pour construire l'État de la dictature du prolétariat et veiller à sa gestion.

La classe engendre le parti comme condition de son existence. D'un point de vue historique, aucune importance particulière ne s'attache au fait que la classe ait des possibilités d'action plus ou moins grandes que

le plan de la lutte revendicative, comme sur le plan plus spécifiquement politique, à quoi correspond une importance plus ou moins grande de son parti sur le plan de la lutte politique générale. Ce qui compte, c'est la continuité des rapports qui doivent exister entre parti et classe, cependant que leur renforcement et leur élargissement sont étroitement liés à des conditions objectives favorables, dans lesquelles la volonté de réalisation du parti intervient en dernière analyse, mais seulement dans le cadre de ces conditions, comme facteur à la fois déterminé et déterminant.

Ce serait une erreur grossière et dangereuse pour l'avenir que de croire qu'au moment où elle engendre son parti, la classe se démet — totalement ou même partiellement — des attributs qui font d'elle le successeur de la bourgeoisie, comme si d'autres pouvaient, à sa place, avoir la conscience de la nécessité de la lutte contre la classe ennemie et de son renversement révolutionnaire. Le prolétariat ne cesse à aucun moment et pour aucune raison d'exercer sa fonction antagonique ; il ne délègue pas à d'autres sa mission historique ni ne délègue des procurations générales, même pas à son parti politique.

Le renversement opéré par la « praxis », qui est, en somme, l'explosion de la volonté révolutionnaire, résulte avant tout et surtout de l'accumulation de facteurs divers et de poussées dans le sein de la classe ouvrière que la dynamique révolutionnaire cristallise dans la fraction prolétarienne (le parti) qui, par sa préparation idéologique, sa maturité politique et sa conscience unitaire, sera la plus capable de guider et de synchroniser le mouvement élémentaire, complexe et multiforme, et d'en faire une puissante arme de lutte et de destruction.

C'est seulement à travers le parti et jamais de façon spontanée que la classe mettra à profit l'énorme potentiel révolutionnaire concentré dans le temps par l'anarchique et contradictoire processus productif du capitalisme.

Mais lorsque les liens entre le parti et la classe sont relâchés, brisés et donc inopérants, la classe cesse d'être une force unitaire ; elle se divise selon les catégories et est inévitablement poussée vers les différentes formes de la politique corporative ; à son tour, le parti, détaché de la classe, cesse d'être le parti de la révolution et est destiné à disparaître de la scène politique de classe ou à se perdre dans les compromis parlementaires.

La nature même du P.C.I. d'Italie, parti de la classe ouvrière, indique et délimite ses tâches dans le cadre d'une tactique et d'une stratégie de classe, en étroit rapport avec l'analyse des rapports économiques réels et du développement des moyens techniques de production, cette analyse pouvant seule permettre l'énonciation des lois qui président à la vie sociale et, dans certaines limites, la prévision historique de leur développement ultérieur.

Le parti rejette aussi bien les conceptions et la pratique de « l'activisme » volontariste, animé par une vision idéaliste de l'histoire et des luttes ouvrières, que les conceptions et la pratique de « l'inactivisme » de celui qui, étranger au processus, se borne à attendre que le mouvement aveugle et désordonné de l'économie parvienne au point final de sa propre nature explosive pour prendre alors en considération (et seulement alors), la nécessité de donner vie au parti, à sa formation idéologique, à son organisation et à son entraînement tactique. Le parti ne se forme pas par génération spontanée ni ne s'improvise et il n'est pas concevable qu'en l'espace d'un matin (en supposant qu'on lui accorde cet espace), il puisse assumer la capacité subjective et objective nécessaire pour savoir utiliser le moment décisif qu'offre la révolution.

« L'activité du parti ne peut et ne doit pas se limiter à la conservation de la pureté des principes théoriques et du réseau organisationnel, ni à la réalisation à tout prix de succès immédiats et numériques. Le parti est à la fois un produit et un facteur de la lutte de classe. »

Les tâches du parti peuvent se résumer ainsi :

a) La propagande pour ses principes et l'élaboration continue en fonction de leur développement ;

b) La participation active à toutes les luttes ouvrières pour les revendications immédiates ;

c) La direction de l'insurrection pour l'assaut révolutionnaire du pouvoir ;

d) C'est sous la direction agissante du parti de classe que le prolétariat exerce, au moyen de la dictature, la gestion du pouvoir et construit l'économie socialiste.

Dans toutes les situations où la lutte directe pour la conquête du pouvoir n'est pas encore possible, le parti doit développer conjointement les deux premières tâches ; son absence dans les luttes du prolétariat, même partielles et immédiates, est inconcevable.

ABSTENTIONNISME - ELECTIONNISME - PARTICIPATIONNISME

Depuis le Congrès de Livourne jusqu'à aujourd'hui, le Parti n'a jamais fait sien l'abstentionnisme face aux campagnes électorales comme principe d'orientation de sa propre politique, comme il n'a jamais accepté, ni n'acceptera aujourd'hui, le participationnisme systématique et indifférent. Conformément à sa tradition de classe, le parti décidera chaque fois du problème de sa participation suivant l'intérêt politique de la lutte révolutionnaire et à condition qu'il soit possible de mobiliser autour de cette intervention une partie, même modeste, de prolétaires conscients.

« Aussi, quelle que puisse être la tactique du parti (participation à la seule campagne électorale avec propagande écrite et orale ; présentation de candidatures ; intervention au sein de l'assemblée), elle devra non seulement s'inspirer de ses principes, mais devra proclamer ouvertement qu'en aucun cas la consultation électorale ne peut permettre à la classe ouvrière d'exprimer de façon adéquate ses besoins et ses intérêts et encore moins de parvenir à la gestion du pouvoir politique.

» Dans les élections locales, le parti ne pourra pas faire abstraction par suite de considérations contingentes, de l'objectif général qui consiste à distinguer parmi toutes les autres forces, la responsabilité et le point de vue des forces prolétariennes et à poursuivre de manière cohérente l'agitation pour ses revendications historiques et générales. »

RAPPORTS ENTRE LE PARTI ET LES MASSES

Afin de ne pas se transformer en un club de philosophes, éloigné du mouvement et du sillon de la lutte des classes, le parti doit résoudre conformément aux principes marxistes le problème de ses rapports avec les masses.

Un des aspects de ce problème est ce qu'on appelle la question syndicale, qui comprend : appréciation du syndicat actuel, rapports du parti avec ce syndicat, agitations ouvrières et position du parti à leur égard et, enfin, organisations d'usine.

Le parti affirme catégoriquement que dans la phase actuelle de la domination totalitaire de l'impérialisme, les organisations syndicales sont indispensables à l'exercice de cette domination dans la mesure même où elles poursuivent des buts qui correspondent aux exigences de conservation et de guerre de la classe bourgeoise. En conséquence, le parti estime fautive et rejette la perspective selon laquelle ces organisations pourraient, dans l'avenir, avoir à remplir une fonction prolétarienne et selon laquelle le parti devrait opérer un virage et adopter la position de conquérir par l'intérieur leurs postes de direction. Contre la position qui estime que les syndicats actuels ont une nature ouvrière du seul fait qu'ils sont exclusivement composés d'ouvriers — et tout en reconnaissant l'exactitude de cette dernière constatation — nous affirmons que :

1° L'adhésion des ouvriers au syndicat n'est pas volontaire mais imposée ;
2° Depuis qu'elles ont accordé leur politique avec le jeu des compétitions impérialistes, les organisations syndicales ne sont plus l'expression d'intérêts spécifiquement prolétariens.

Dans des situations différentes, quand la classe ouvrière se mobilisera sous la direction du parti de classe pour déclencher l'attaque frontale contre l'Etat, elle rencontrera épaulant l'Etat et jouant un rôle néfaste les actuelles organisations syndicales. Cette affirmation est confirmée par l'expérience faite par les prolétariats allemand et italien qui, dans les années 1919-1920, avaient tenté de passer par-dessus la barrière réactionnaire des organisations syndicales et de créer des nouvelles organisations de masse.

Cependant, le parti, en étroit accord avec les positions historiques de la gauche italienne, n'est pas partisan de la scission syndicale, c'est-à-dire qu'il ne lance pas des mots d'ordre dans le vide, ni pour la constitution de nouveaux syndicats, ni pour l'abandon des syndicats actuels par les travailleurs organisés. Ce dernier mot d'ordre ne pourra être donné que lorsque la prochaine crise générale de la structure capitaliste aura engendré le mouvement révolutionnaire des masses.

Ayant constaté que, dans la situation actuelle de grande dépression du mouvement ouvrier, la majorité des ouvriers se trouve dans les centrales syndicales en dépit de leur nature contre-révolutionnaire, le parti estime que ses militants doivent rester dans les syndicats tant qu'ils n'en auront pas été expulsés par suite de leur activité. Il estime que ces militants doivent participer, dans l'intérêt général du prolétariat, à toutes les manifestations intérieures de la vie syndicale, en critiquant et en dénonçant la politique des dirigeants syndicaux, afin d'accomplir une œuvre de clarification et d'orientation vis-à-vis des ouvriers syndiqués.

Le parti considère que les lieux de travail — usines, entreprises, bureaux, etc. — sont les endroits où il est possible de développer le plus

effacement un travail de critique, de détermination politique et d'orientation révolutionnaire face aux ouvriers. C'est là que les groupes internationaux d'entraide devront assumer le rôle de l'initiative à développer parmi les masses et ils devront être particulièrement actifs par le parti afin d'être capables d'intervenir politiquement dans les situations chaque fois qu'il sera possible d'apporter un apport décisif à la situation politique du parti.

Les masses aux armements et l'évolution de la situation vers le prolétariat mondial détermineront une série de mouvements que le stalinisme continuera de guider vers les objectifs de l'impérialisme russe, comme il l'a fait et continuera de le faire toujours.

Une des tâches du parti et de ses groupes d'usine est d'être en mesure d'intervenir dans chaque mouvement pour effectuer un travail de clarification et d'orientation et, si les conditions et les rapports de force le permettent, d'en prendre même la direction politique.

Un droit lié avec ce qui vient d'être dit et dans le but de restaurer en contact permanent avec la classe ouvrière, le parti ne se satisfait pas l'importance d'être présent, là où les rapports de force le justifient, aux réunions des organes représentatifs du syndicat ou de l'usine. En conséquence, le parti décidera d'intervenir dans les manifestations de la vie ouvrière suivant la possibilité ou l'impossibilité de présenter, surtout aux élections des comités internes d'usine, une liste autonome de parti et de l'expliquer politiquement par une motion annexée.

Au cas où des militants internationaux servent élus aux commissions internes, ils devront défendre les intérêts ouvriers dans ces organismes, conformément à la politique du parti. Ils devront en sortir s'ils se trouvent dans l'impossibilité de défendre cette politique.

SITUATION INTERNATIONALE

La puissance de la domination capitaliste, assurée par le succès de la deuxième guerre mondiale, a broyé et dispersé les forces politiques révolutionnaires et a poussé au premier plan les forces de l'impérialisme qui se disputent la suprématie dans le monde.

Ce climat est donc favorable à la politique des partis opportunistes, tandis au service de l'un ou de l'autre impérialisme.

La tâche de regrouper les noyaux révolutionnaires dispersés ne dépend pas d'une initiative du parti ou d'un autre groupe politique.

Il faut tenir compte du fait que la dispersion de la Troisième Internationale, la défaite de l'opposition révolutionnaire, son fractionnement et sa déperdition, ont brisé l'unité des forces révolutionnaires, cassé le fil de l'élaboration théorique et retardé la possibilité de tout nouveau regroupement international.

Dans la situation actuelle et avec la perspective d'une préparation psychologique et matérielle de la guerre chaque jour plus forte, les possibilités objectives de regroupement doivent être recherchées parmi les groupes opportunistes et internationalistes qui ont rompu ouvertement et définitivement avec le stalinisme, la démocratie et la guerre.

Le prolétariat est toujours absent de la lutte politique, et il y a, en conséquence, une disparition, au moins apparente, d'une vraie lutte de classe.

Cependant, le parti n'accepte pas la position qui affirme que cette situation de classe ouvrière doit durer encore pendant une très longue période et focaliser sur cette perspective la tactique du « rien à faire ». Au contraire, il faut s'en tenir à la théorie de Lénine sur les changements brusques, toujours possibles et toujours possibles dans une économie dont les contradictions internes augmentent au fur et à mesure que le capitalisme se précipite vers la guerre. Le parti méconnaît ses tâches s'il ne tenait pas compte du fait que le prolétariat européen, bien que politiquement immobilisé et empêché par le stalinisme et terrifié par la grippe contre-révolutionnaire, dispose toujours d'une somme d'expériences de lutte de classe que les prolétaires anglais et américains n'ont absolument pas ; expériences qui peuvent rester assoupies, compréhensibles, latentes, mais qui sont prêtes à reprendre vigueur et à devenir déterminantes dans la phase de reprise du mouvement prolétarien.

Dans ce cas, nous devons également nous défaire de la théorie suivant laquelle il n'y a pas de place pour le parti dans la période historique et la contre-révolution domine sans combat.

Le parti affirme que même dans la période de la contre-révolution victorieuse, qui est en définitive celle de la domination du stalinisme, du militarisme et du militarisme d'aujourd'hui, le choix pour les révolutionnaires n'est jamais entre ce « qu'il ne faut pas faire » et ce qui est possible et juste de faire ; il n'est pas entre une formulation paradoxale et inadéquate, tendant inévitablement à l'opportunisme, et la dure mais nécessaire quotidiennement de faire vivre la théorie dans le monde réel des intérêts

antagoniques et de luttes de classe où la théorie prend sa source et dont elle représente la justification historique. L'action du parti de classe est toujours régie non par la « peur » d'agir et le « risque » que cela représente, mais par la préoccupation et la « volonté » de faire ce que permettent les conditions objectives sur un terrain donné, avec des difficultés énormes et un adversaire déterminé, qu'il n'est pas possible de choisir mais seulement de combattre.

Dans l'histoire des luttes ouvrières et du parti de classe il est difficile de trouver qu'on ait jamais fait plus qu'il n'était possible de faire. L'action pour l'action et le sèle sont toujours advenus sur un plan différent de celui de la classe, au moment où les masses et le parti ont engagé leur action sur la pente de l'opportunisme.

FACE A L'IMPERIALISME

Quel que puisse être le jugement porté sur l'état de l'économie russe (que les éléments pré-capitalistes soient prédominants ou non, que la capacité de détermination et le pourcentage de domination à attribuer aux éléments du capitalisme moderne parvenus à une action monopolistique dans le cadre de l'Etat, soient plus ou moins grands), le Parti affirme que la politique de l'Etat russe correspond aux intérêts fondamentaux de sa structure économique. En conséquence, sa politique extérieure d'expansion impérialiste et de préparation de la guerre est nécessairement la projection de la poussée violente et typiquement capitaliste de son économie, tendue vers la conquête et le contrôle de nouveaux centres de matières premières ou de consommation indispensables à son développement et aux exigences de son front stratégique.

Le régime russe, après les premières réalisations socialistes, a subi une régression qui s'est effectuée peu à peu, mais de manière décisive. L'économie a redonné place aux privilèges et à l'exploitation des salariés dans le domaine social, les couches aisées ont repris de l'influence, dans le domaine juridique, les formes et les normes de type bourgeois sont réapparues ; dans le domaine politique intérieur, le courant révolutionnaire qui continuait les traditions bolcheviques de la Révolution d'Octobre et du léninisme, a été battu et dispersé et a perdu le contrôle du parti et de l'Etat ; dans le domaine international, l'Etat russe a cessé d'être une force alliée de toutes les classes exploitées, combattant sur le terrain de la guerre civile pour la révolution dans tous les pays. Il est devenu une des plus colossales forces statiques et militaires du monde impérialiste moderne et il participe avec les différents blocs des Etats militaires bourgeois au jeu des alliances et des guerres. Il n'est plus au service d'exigences politiques de classe, mais d'exigences nationales et impérialistes, c'est-à-dire qu'il ne suit pas une politique extérieure dictée par les intérêts du prolétariat mondial, mais par ceux de la couche dirigeante et privilégiée en Russie.

En aucun cas, le Parti n'est disposé à considérer la Russie soviétique comme un pays qui n'a pas encore réalisé sa révolution bourgeoise et qui doit donc être aidé par un appui solide et international, théorique et pratique, afin de pousser l'économie russe au-delà de la féodalité et au-delà du capitalisme.

Le capitalisme d'Etat n'est qu'une forme du capitalisme et ne diffère pas par sa nature, par ses contradictions internes et même par les aspects extérieurs de son organisation (des lieux de production au marché interne et au marché international) de tout autre capitalisme, y compris le plus avancé, le plus concentré et monopolistique : celui des U.S.A.

La différence de niveau de développement n'entraîne pas ni ne justifie l'établissement d'une hiérarchie de responsabilités et de dangers, selon laquelle on devrait éliminer les centres du capitalisme suivant l'ordre établi par cette hiérarchie ; d'abord le centre n° 1, les U.S.A., et ensuite les autres capitalismes.

La révolution ne s'est jamais adaptée ni ne s'adaptera certainement jamais aux lots d'aucun ordre géométrique ou sentimentale, mais cherchera à frapper et à frapper là où le capitalisme sera le plus affaibli.

Le Parti repousse donc comme dangereuse et d'inspiration trouble la théorie selon laquelle la révolution prolétarienne perdrait son temps et elle ne « déblayerait » pas d'abord le centre capitaliste des U.S.A. Il affirme que dans les phases de crise et de haute tension sociale, chaque révolution victorieuse porte en elle-même, inévitablement, une capacité d'expansion qui constitue la base concrète de l'élargissement du front révolutionnaire.

C'est pour cela que la théorie du socialisme dans un seul pays est fautive, comme l'est également la théorie qui justifie indirectement la désaffection de l'Etat russe en se basant sur l'état arriéré de son économie.

Il serait enfantin de prévoir un écroulement simultané de tout le front

capitaliste ou une succession rapide d'écroulements dans les pays de tel ou tel continent. Mais il est aussi enfantin de supposer qu'une révolution victorieuse dans un seul pays puisse et doive durer indéfiniment, en s'appuyant non sur la solidarité agissante et créatrice de la révolution internationale mais sur le développement et l'exploitation de ses propres ressources nationales en matériel humain et économique. Les conditions de l'affirmation et de la consolidation d'une expérience révolutionnaire victorieuse résident uniquement dans son rayonnement stratégique ; c'est-à-dire dans le fait de considérer les conquêtes intérieures de la révolution comme autant de prémisses pour l'attaque et la destruction violente du front ennemi.

C'est sur cette voie seulement que la révolution pourra s'affirmer et se consolider en ouvrant l'ère de la société socialiste, ou bien elle tombera comme est tombée en 1871 la Commune de Paris.

(Traduit de l'italien par A. Véga.)

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME II (1)

ÉDITORIAUX

La guerre et la perspective révolutionnaire	IX, 1
L'expérience prolétarienne	XI, 1

ARTICLES

Hugo BELL : Le stalinisme en Allemagne Orientale	VII, 1; VIII, 31
Raymond Bourd : Voyage en Yougoslavie	VIII, 1
Pierre CHAULIEU : Sur le programme socialiste	X, 1
Pierre CHAULIEU : La direction prolétarienne	X, 10
Pierre CHAULIEU : Sur la dynamique du capitalisme	XII, 1
Philippe GUILLAUME : Machinisme et prolétariat	XII, 46
Claude LEFORT : Pascal	IX, 29
Claude MONTAL : Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire	X, 18
René NEUVIL : Le patronat français et la productivité	XI, 20
G. PÉTRO : La "Gauche" américaine	XII, 23
A. VÉGA : La lutte des classes en Espagne	IX, 15
A. VÉGA : La crise du bordighisme italien	XI, 26

DOCUMENTS

Ria STONE : L'ouvrier américain — La reconstruction de la société	VII, 67; VIII, 50
Georges VIVIER : La vie en usine	XI, 48; XII, 31
La vie de notre groupe	VII, 82; IX, 28
Les thèses du P.C.I. d'Italie	XII, 89

NOTES

La situation internationale	VII, 95; VIII, 73; XI, 55; XII, 48
P.C. : Nationalisation et productivité	VIII, 90
Pierre CHAULIEU : Sartre, le stalinisme et les ouvriers	XII, 63
Henri COLLET : La grève aux Assurances Générales Vie	VII, 103
G. DUPONT : Les organisations "ouvrières" et la guerre de Corée	VIII, 84
André GARROS : Les Auberges de la Jeunesse	X, 45
Jean LÉGER : Le procès Kalandra	VII, 110
Claude MONTAL : La situation sociale en France	X, 28
G. PÉTRO : La grève des chemins de fer de mars 1951	IX, 33
G. PÉTRO : Trotskysme et stalinisme	X, 35

LES LIVRES

Hugo BELL : Les syndicats soviétiques, par I. Deutscher	XII, 60
PASCAL : La vie et la mort en U.R.S.S., par El Campessino.	IX, 38
G. P. : Trois qui ont fait une révolution, par B. Wolfe	XI, 60

(1) Les chiffres romains indiquent le numéro et les chiffres arabes la page.